STATISTISTIQUES FINANCIÈRES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES 1984

Bureau de la statistique du Québec

TIRAGE LIMITÉ

86-04500/

STATISTIQUES FINANCIÈRES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES DU QUÉBEC 1984

Bureau de la statistique du Québec
Direction des statistiques financières
Juin 1986

Pour tout renseignement concernant
le BSQ et les données statistiques
qui y sont disponibles, s'adresser au:

117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

1410, rue Stanley, 3e étage
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél.: (514) 873-4722

ou

1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Tirage limité.
Reproduction autorisée à condition
de mentionner la source.

Le Bureau de la statitique présente Statistiques financières des administrations publiques locales, 1984. Cette publication vient compléter la couverture du secteur municipal par le Bureau de la statistique du Québec. Deux autres documents, que l'on retrouve sous les titres Analyse budgétaire des municipalités et Finances municipales, traitent également de ce secteur.

Dans la présente publication, le terme "administration publique locale" comprend les municipalités, les communautés urbaines et régionales et les municipalités régionales de comté. Le terme "municipalité[1]" englobe, quant à lui, les corporations municipales québécoises (1 500 environ) et les régies intermunicipales, pour lesquelles nous avons des données en 1984. Afin d'assurer une meilleure présentation de la réalité financière de ces deux intervenants, le lecteur remarquera que les données des corporations municipales et des régies intermunicipales apparaissent séparément.

La publication de données financières sur les administrations publiques locales vise plusieurs objectifs. Elle cherche d'abord à satisfaire les besoins de gestion municipale et d'analyse économique. Elle tend ensuite à s'intégrer dans une approche globale des statistiques relatives au secteur public québécois. Elle veut, enfin, faciliter la comparaison avec les administrations publiques locales des autres provinces.

Pour atteindre ces objectifs, il importe cependant d'uniformiser les données selon un système de référence et ce, avant leur consolidation. Cette uniformisation est nécessaire en raison des méthodes comptables différentes utilisées par les composantes des administrations publiques locales ainsi que par les autres niveaux d'administration publique. Le système employé par le Bureau de la statistique du Québec s'inspire en grande partie du système statistique de gestion des finances publiques de Statistique Canada.[2]

Conformément à ce système de référence, nous reproduisons pour l'administration publique locale et pour chacune de ses composantes, les revenus généraux bruts selon la source, les dépenses générales brutes selon la fonction, les dépenses en immobilisations, l'actif financier et le passif. Pour les besoins d'analyse économique, les revenus et dépenses généraux bruts sont également classifiés selon la nature économique. Des tableaux croisés établissent le lien entre la classification des revenus selon la source et des dépenses selon la fonction et la classification selon la nature économique.

De plus, des tableaux de réconciliation sont présentés afin de permettre une meilleure compréhension de la méthodologie retenue, laquelle consiste à ramener sur la base du système de référence les données extraites des états financiers de chacune des composantes.

En annexe, nous présentons la procédure utilisée pour la normalisation des données, l'organigramme sur

1. Bureau de la statistique du Québec, Univers du secteur public au Québec 1985, janvier 1986.
2. Statistique Canada, Le système statistique de gestion des finances publiques, catalogue 68-507F, mars 1984, Ottawa.

l'univers du secteur public au Québec, de même que les opérations financières des entreprises publiques de transport en commun et des réseaux d'électricité des municipalités. En vertu des critères de classification du système de gestion de Statistique Canada, ces deux types d'organismes sont considérés comme des entreprises publiques locales.

De nombreuses personnes au sein du ministère des Affaires municipales, du ministère des Transports, de Statistique Canada, du Bureau de la statistique du Québec ainsi que des administrations publiques locales ont collaboré à la réalisation de cet ouvrage; nous désirons donc leur exprimer nos plus sincères remerciements et les prier de nous faire part de toute suggestion susceptible d'améliorer cette publication.

Direction des statistiques
financières

Juin 1986

Signes conventionnels

.. Donnée non disponible
... Ne s'applique pas
- Néant ou zéro
r Donnée révisée

Avertissement: Du fait que les chiffres sont arrondis, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Pour tout renseignement additionnel relatif à cette publication, le lecteur peut communiquer avec:

Madame Reine Grenier
Tél.: (418) 643-5020
Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André, 4e étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3

Table des matières

Partie I
Faits saillants

Chapitre 1
Revenus généraux bruts 13

Chapitre 2
Dépenses générales brutes 15

Chapitre 3
Actif financier 17

Chapitre 4
Passif 19

Partie II
Tableaux statistiques

1 Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, en milliers de dollars, Québec, 1981-1984 22

2 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction, en milliers de dollars, Québec, 1981-1984 23

3 Actif financier des administrations publiques locales, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1981-1984 24

4 Passif des administrations publiques locales, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre, 1981-1984 25

5 Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984 26

6 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984 27

7 Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la nature économique, par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984 28

8 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales selon la nature économique, par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984 28

9 Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source et la nature économique, en milliers de dollars, Québec, 1984 29

10 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et selon la nature économique, en milliers de dollars, Québec, 1984 30

11 Actif financier des administrations publiques locales par composante, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1984 32

12 Passif des administrations publiques locales par composante, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1984 33

13 Dépenses en immobilisations des administrations publiques locales par fonction et par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984 34

14 Réconciliation des revenus généraux bruts des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984 35

15 Réconciliation des dépenses générales brutes des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984 36

16 Réconciliation de l'actif financier des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1984 37

17 Réconciliation du passif des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1984 38

Annexe 1 **Notes méthodologiques** 39

Annexe 2 **Entreprises publiques locales** 43

1 Revenus consolidés des entreprises publiques locales par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984 44

2 Dépenses consolidées des entreprises publiques locales par composnte, en milliers de dollars, Québec, 1984 45

3 Opérations aux comptes des bénéfices non répartis des entreprises publiques locales par composante, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1984 46

4 Actif consolidé des entreprises publiques locales par composante, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1984 47

5 Passif consolidé des entreprises publiques locales par composante, en milliers dde dollars, Québec, au 31 décembre 1984 48

Annexe 3 Univers du secteur public québécois 49

Pour l'exercice financier 1984, les revenus généraux bruts consolidés des administrations publiques locales atteignent 4 717,0 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 5,0 % par rapport aux revenus de 1983. Cette croissance est principalement due à la hausse des revenus relatifs aux impôts fonciers et connexes (162,5 millions de dollars).

Les revenus de sources propres demeurent la principale source de revenus des administrations publiques locales. Ces revenus totalisent 3 884,6 millions de dollars en 1983, ce qui correspond à 82,4 % des revenus généraux bruts totaux. Cependant, lorsque l'on considère chacune des composantes des administrations publiques locales, on remarque que les revenus de sources propres ne représentent respectivement que 5,6 %, 14,8 % et 13,8 % des revenus totaux des communautés urbaines et régionales, des municipalités régionales de comté et des régies intermunicipales comparativement à 85,7 % pour les municipalités. Pour ces intervenants, ce sont les transferts qui constituent leur principale source de revenus, représentant 94,4 % des revenus totaux des communautés urbaines et régionales, 85,2 % de ceux des municipalités régionales de comté et 86,2 % de ceux des régies intermunicipales.

L'analyse des revenus généraux bruts des administrations publiques locales classifiés selon la nature économique (tableau 7) montre que les taxes indirectes représentent 69,0 % des revenus totaux, les transferts 14,8 %, les revenus de placement 2,4 % et la vente de biens et services 12,8 %.

Revenus généraux bruts consolidés des administrations publiques locales selon la source, en millions de dollars, Québec, 1981, 1984

Source	1981		1984		Taux de croissance 1984/1981
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Revenus de sources propres	3 115,4	81,2	3 884,5	82,4	7,6
Impôts	2 323,0	60,6	2 970,6	63,0	8,5
Vente de biens et services	530,5	13,8	646,5	13,7	6,8
Revenus de placements	120,7	3,1	122,6	2,6	0,5
Autres	141,2	3,7	144,8	3,1	0,8
Transferts	721,0	18,8	832,5	17,6	4,9
À des fins générales	308,9	8,1	370,7	7,9	6,3
À des fins particulières	299,8	7,8	378,8	8,0	8,1
Subventions de capital	112,4	2,9	83,0	1,8	(9,6)
Total	**3 836,4**	**100,0**	**4 717,0**	**100,0**	**7,1**

Les taxes indirectes perçues par les administrations publiques locales proviennent principalement des impôts fonciers et connexes avec un montant de 2 906,6 millions de dollars, ce qui représente 89,2 % des taxes indirectes. Avec un montant de 226,7 millions de dollars, les paiements de transfert constituent près de 7,0 % des revenus de taxes indirectes.

On remarque également que les subventions courantes des particuliers totalisent 90,1 millions de dollars, les subventions versées par le gouvernement du Canada 49,6 millions de dollars et les subventions en provenance du gouvernement du Québec 473,2 millions de dollars. Les transferts des particuliers consistent en amendes et pénalités payées par les contribuables aux municipalités pour leurs infractions à la Loi sur les cités et villes ou au Code municipal.

Enfin, au cours de la période 1981-1984, les revenus généraux bruts des administrations publiques locales s'accroissent à un taux composé annuel moyen de 7,1 %, passant de 3 836,4 millions de dollars en 1981 à 4 717,0 millions de dollars en 1984. Les revenus de sources propres augmentent en moyenne de 7,6 % et les revenus de transferts gouvernementaux de 4,9 %. La part relative de ces deux grandes sources de revenus se maintient, au cours de cette période, aux environs de 82,0 % pour ce qui concerne les revenus de sources propres et de 18,0 % pour les revenus de transferts.

Les dépenses générales brutes consolidées des administrations publiques locales atteignent 4 980,8 millions de dollars en 1984, ce qui représente une hausse de 7,4 % sur leurs dépenses de 1983. Les fonctions de dépenses qui ont subi les plus fortes augmentations en 1984 sont celles liées au service de la dette avec 65,4 millions de dollars, aux services généraux avec 58,8 millions de dollars et aux transports et communications avec 50,6 millions de dollars.

En 1984, les principales fonctions de dépenses des administrations publiques locales demeurent les services généraux avec une part relative de 19,4 %, les transports et communications avec 19,1 %, le service de la dette avec 16,8 %, la protection de la personne et de la propriété avec 13,3 % et l'environnement avec 12,6 %.

Les dépenses en immobilisations des administrations publiques locales totalisent, en 1984, 897,7 millions de dollars. Les dépenses en immobilisations des municipalités représentent 84,4 % de ce montant. Les dépenses en immobilisations se répartissent principalement entre les fonctions environnement (33,4 %) et les transports et communications (32,2 %).

Dépenses générales brutes consolidées des administrations publiques locales par fonction, en millions de dollars, Québec, 1981, 1984

Fonction	1981		1984		Taux de croissance 1984/1981
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Services généraux	680,0	17,1	964,0	19,4	12,3
Protection de la personne et de la propriété	616,1	15,5	660,9	13,3	2,4
Transports et communications	764,9	19,2	952,1	19,1	7,6
Santé	8,4	0,2	5,8	0,1	(11,6)
Bien-être	19,4	0,5	23,4	0,5	6,4
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	13,6	0,3	23,9	0,5	20,7
Environnement	600,0	15,0	626,7	12,6	1,5
Loisirs et culture	381,5	9,6	439,5	8,8	4,8
Logement	16,5	0,4	32,0	0,6	24,7
Planification et aménagement des régions	47,2	1,1	116,6	2,3	35,2
Transferts aux entreprises publiques locales	63,6	1,6	87,4	1,8	11,2
Service de la dette	688,5	17,3	839,1	16,8	6,8
Autres dépenses	87,3	2,2	209,2	4,2	33,8
Total	**3 986,9**	**100,0**	**4 980,8**	**100,0**	**7,7**

L'analyse des dépenses générales brutes classifiées selon la nature économique (tableau 8) montre que les sommes consacrées à l'achat de biens et services et à la formation brute de capital fixe s'élèvent à 3 868,6 millions de dollars (77,7 % des dépenses totales), celles versées en transferts totalisent 953,1 millions de dollars (19,1 % des dépenses totales) et celles allouées aux autres catégories 159,1 millions de dollars (3,2 % des dépenses totales). On remarque que les dépenses de transferts concernent principalement le paiement des intérêts sur la dette publique avec près de 820,0 millions de dollars.

Les dépenses en biens et services englobent celles relatives à la rémunération et aux avantages sociaux, à l'entretien des travaux de génie, au transport, etc.

Les dépenses de formation brute de capital fixe sont principalement réparties entre les fonctions environnement (289,3 millions de dollars) et transports et communications (259,1 millions de dollars).

Les sommes consacrées à l'achat de biens et services sont partagées entre les fonctions services généraux (887,2 millions de dollars), protection de la personne et de la propriété (643,2 millions de dollars) et transports et communications (620,7 millions de dollars).

Au cours de la période 1981-1984, les dépenses des administrations publiques locales passent de 3 986,9 millions de dollars en 1981 à 4 980,8 millions de dollars en 1984, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 7,7 %. Pendant cette période, ce sont les fonctions de dépenses "planification et aménagement des régions" et "logement" qui se sont accrues le plus rapidement et ce, à des taux respectifs de 35,2 % et 24,7 %. Pourtant, les nouvelles sommes consacrées à ces deux fonctions de dépenses n'expliquent que 8,5 % de l'accroissement total des dépenses survenu entre 1981 et 1984, comparativement à 47,4 % pour les fonctions "services généraux" et "transports et communications"

L'actif financier des administrations publiques locales totalise 994,9 millions de dollars au 31 décembre 1984.

Les effets à recevoir constituent le principal poste d'actif des administrations publiques locales. Au 31 décembre 1984, ces créances atteignent 453,7 millions de dollars, soit 45,6 % de l'actif financier. Les taxes représentent 49,2 % de ces effets à recevoir, soit 223,1 millions de dollars.

L'encaisse et les dépôts dans les institutions financières, avec 328,1 millions de dollars, et les placements, avec 175,0 millions de dollars, demeurent les deux autres principaux postes d'actif des administrations publiques locales.

Au cours de la période 1981-1984, l'actif financier des administrations publiques locales passe de 993,7 millions de dollars à 994,9 millions de dollars, enregistrant ainsi une faible hausse de 0,04 %. Pendant cette période, seuls les postes "encaisse et dépôts" et "placements" se sont accrus et ce, à des taux respectifs de 4,4 % et 15,0 %. Par contre, les effets à recevoir ont diminué en moyenne annuellement de 2,4 %, les hypothèques et contrats de vente de 31,8 % et les autres actifs financiers de 26,8 %.

Actif financier des administrations publiques locales, en millions de dollars, Québec, au 31 décembre 1981 et 1984

Actif financier	1981		1984		Taux de croissance 1984/1981
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Encaisse et dépôts	288,6	29,0	328,1	33,0	4,4
Effets à recevoir	488,5	49,1	453,7	45,6	(2,4)
Prêts et avances	3,2	0,3	-	-	-
Placements	115,2	11,6	175,0	17,6	15,0
Hypothèques et contrats de vente	6,0	0,6	1,9	0,2	(31,8)
Autres actifs financiers	92,2	9,3	36,2	3,6	(26,8)
Total	**993,7**	**100,0**	**994,9**	**100,0**	**0,04**

Le passif total consolidé des administrations publiques locales atteint 8 443,4 millions de dollars au 31 décembre 1984, ce qui correspond à un excédent de 7 448,5 millions de dollars sur leur actif financier.

La dette à long terme contractée pour le financement des immobilisations constitue le principal poste du passif des administrations publiques locales. Au 31 décembre 1984, elle se chiffre à 7 349,4 millions de dollars et représente 87,0 % du passif total. Les obligations composent 98,8 % de la dette à long terme.

La dette à long terme des municipalités québécoises représente 76,8 % de la dette à long terme totale des administrations publiques locales. Par ailleurs, l'importance relative de la dette à long terme des municipalités constitue 85,3 % de leur passif. Pour les communautés urbaines et régionales, les municipalités régionales de comté et les régies intermunicipales, cette part relative est respectivement de 92,8 %, 36,9 % et 82,6 %.

Les effets à payer qui correspondent à 6,4 % du passif total et les emprunts à court terme avec 3,3 % du passif total sont les autres principaux postes du passif des administrations publiques locales.

Le passif des administrations publiques locales passe de 7 380,0 millions de dollars en 1981 à 8 443,4 millions de dollars en 1984, enregistrant ainsi une croissance annuelle moyenne de 4,6 %. On remarque que les autres passifs augmentent de 17,8 % au cours de cette période, la dette à long terme de 5,0 % et les effets à payer de 2,8 %.

Inversement, les emprunts et avances et les emprunts auprès d'institutions financières diminuent, pendant cette période, de 50,7 % et 2,6 % en moyenne par année.

Passif des administrations publiques locales, en millions de dollars, Québec, au 31 décembre 1981 et 1984

Passif	1981		1984		Taux de croissance 1984/1981
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Emprunts auprès d'institutions financières	300,4	4,1	277,4	3,3	(2,6)
Emprunts et avances	72,4	1,0	8,7	0,1	(50,7)
Effets à payer	499,7	6,8	542,1	6,4	2,8
Dette à long terme	6 344,8	86,0	7 349,4	87,0	5,0
Autres passifs	162,9	2,2	166,0	3,2	17,8
Total	**7 380,0**	**100,0**	**8 443,4**	**100,0**	**4,6**

Tableau 1
Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, en milliers de dollars, Québec, 1981-1984

Source	1981	1982	1983	1984
			'000 $	
Revenus de sources propres	**3 115 404**	**3 465 202**	**3 674 071**	**3 884 518**
Impôts	2 323 056	2 612 237	2 819 443	2 970 623
Impôts fonciers et impôts connexes	2 235 697	2 541 101	2 744 101	2 906 575
Taxes foncières générales	1 465 303	1 665 665	1 788 596	1 802 834
Taxes foncières particulières	375 260	408 055	447 068	547 285
Taxes d'affaires	267 538	318 817	331 582	358 051
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	72 481	83 762	86 976	99 401
Autres	55 115	64 802	89 879	99 004
Taxes sur les spectacles et sur les droits d'entrée dans les lieux de divertissement	20 623	22 209	22 930	23 535
Impôts divers	66 736	48 927	52 412	40 513
Vente de biens et services	530 497	570 809	589 446	646 468
À d'autres administrations publiques	999	1 591	2 134	4 575
À la collectivité	529 498	569 218	587 312	641 893
Revenus de placement	120 700	126 378	99 831	122 607
Autres revenus de sources propres	141 151	155 778	165 351	144 820
Transferts	**721 030**	**794 883**	**819 339**	**832 510**
À des fins générales	308 912	342 142	344 523	370 668
De l'administration fédérale	32 180	35 920	37 148	44 917
De l'administration provinciale	267 413	294 357	296 200	313 792
Des entreprises publiques fédérales	9 319	11 865	11 175	11 959
Autres	-	-	-	-
À des fins particulières	299 755	308 777	386 870	378 831
De l'administration fédérale	6 621	3 553	4 741	4 691
De l'administration provinciale	293 134	304 431	381 374	374 140
Autres	-	793	755	-
Subventions de capital	112 363	143 964	87 946	83 011
Total	**3 836 434**	**4 260 085**	**4 493 410**	**4 717 028**
Total, Municipalités	3 655 129	4 059 792	4 290 017	4 506 642
Total, Communautés urbaines et régionales	383 564	651 235	676 488	691 022
Total, Municipalités régionales de comté	22 663	27 763	39 848	42 959
Total, Régies intermunicipales	..	..	..	20 287
Total, Éliminations	424 922	478 705	512 943	543 882

Tableau 2
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction, en milliers de dollars, Québec, 1981-1984

Fonction	1981	1982	1983	1984
		'000 $		
Services généraux	679 999	805 994	905 252	964 080
Exécutif et législatif	29 809	35 730	39 587	43 332
Gestion	388 469	409 725	435 625	417 951
Contributions de l'employeur	164 706	206 509	273 867	321 004
Autres	97 015	154 030	156 173	181 793
Protection de la personne et de la propriété	616 081	666 694	646 645	660 863
Cours de justice	17 083	19 449	25 406	23 102
Police	407 744	445 653	423 012	433 913
Lutte contre les incendies	170 483	187 936	187 579	192 739
Autres	20 771	13 656	10 648	11 109
Transports et communications	764 867	876 012	901 538	952 124
Administration	97 087	121 087	121 303	132 864
Chemins et rues	282 750	305 963	332 364	363 786
Enlèvement de la neige	164 075	219 817	220 788	225 773
Eclairage des rues	75 138	81 121	84 978	97 181
Circulation	20 253	27 330	26 562	30 488
Stationnement	7 415	5 710	5 677	5 886
Transport en commun	105 833	105 926	97 313	83 567
Autres transports routiers	12 316	9 058	12 553	12 579
Santé	8 390	9 242	5 329	5 847
Bien-être	19 390	20 002	21 316	23 386
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	13 603	19 426	20 901	23 901
Environnement	599 962	635 560	596 636	626 747
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	261 197	282 070	256 817	314 388
Canalisation d'égouts et traitement des eaux-vannes	223 550	213 165	189 554	173 742
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	104 831	129 117	137 619	124 755
Contrôle de la pollution	2 192	2 207	2 307	2 415
Autres	8 192	9 001	10 339	11 447
Loisirs et culture	381 500	394 817	411 028	439 528
Loisirs	241 786	249 973	263 294	285 932
Culture	91 401	92 813	89 054	95 074
Autres	48 313	52 031	58 680	58 522
Logement	16 535	30 404	33 820	31 981
Planification et aménagement des régions	47 221	86 663	105 643	116 633
Urbanisme et zonage	31 610	41 933	43 379	47 117
Aménagement urbain et régional	10 098	25 753	38 792	45 118
Autres	5 513	18 977	23 472	24 398
Transferts aux entreprises publiques locales	63 622	83 326	95 390	87 422
Service de la dette	688 514	704 058	773 686	839 081
Autres dépenses	87 252	75 364	118 292	209 185
Total	**3 986 935**	**4 407 582**	**4 635 476**	**4 980 778**
Total, Municipalités	3 699 590	4 136 260	4 339 550	4 667 388
Total, Communautés urbaines et régionales	676 953	723 380	766 006	789 219
Total, Municipalités régionales de comté	23 255	27 812	39 274	41 647
Total, Régies intermunicipales	..	..	..	18 266
Total, Eliminations	412 863	479 890	509 354	535 742

Tableau 3
Actif financier des administrations publiques locales, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre, 1981-1984

Actif financier	1981	1982	1983	1984
			'000 $	
Encaisse et dépôt	288 610	322 492	321 405	328 074
Encaisse	4 264	4 547	5 637	7 417
Dépôts dans les institutions bancaires	284 346	317 945	315 768	320 657
Effets à recevoir	488 458	504 590	506 299	453 686
Taxes	234 121	258 902	240 207	223 101
Des administrations publiques	129 200	125 662	145 097	113 189
Administration fédérale	25 725	19 445	22 028	13 448
Compensations tenant lieu de taxes	14 135	12 448	13 826	10 779
Transferts	11 590	6 997	8 202	2 669
Administration provinciale	88 452	90 895	107 576	84 134
Compensations tenant lieu de taxes	39 351	46 342	27 651	29 235
Transferts	49 101	44 553	79 925	54 899
Administrations locales	15 021	15 322	15 493	15 607
Autres effets à recevoir	125 137	120 026	120 995	117 396
Prêts et avances	3 171	7 011	140	-
Placements	115 229	141 504	184 580	175 029
Hypothèques et contrat de vente	6 006	4 503	3 232	1 921
Autres actifs financiers	92 248	37 472	40 090r	36 208
Total	993 722	1 017 572	1 055 747r	994 918
Total, Municipalités	863 591	899 358	940 784r	898 608
Total, Communautés urbaines et régionales	135 741	138 350	120 304	103 666
Total, Municipalités régionales de comté	7 033	6 543	9 380	9 757
Total, Régies intermunicipales	..	..	..	3 777
Total, Eliminations	12 643	26 679	14 721	20 890

Tableau 4
Passif des administrations publiques locales, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre, 1981-1984

Passif	1981	1982	1983	1984
		'000 $		
Emprunts auprès d'institutions financières	300 356	193 865	174 338	277 364
Emprunts auprès des banques à charte	299 351	188 506	169 574	271 468
Emprunts auprès d'autres institutions financières	1 005	5 359	4 764	5 896
Emprunts et avances	72 356	26 486	5 077	8 672
Des administrations publiques	8 214	8 739	5 077	8 672
Administration fédérale	7 069	8 484	5 008	7 663
Administration provinciale	1 145	255	69	1 009
Des entreprises publiques fédérales	64 142	17 747	-	-
Effets à payer	499 669	488 308	490 430	542 053
Comptes de nature commerciale	239 380	233 237	267 373	282 550
Aux administrations publiques	26 828	3 580	3 699	3 839
Administration fédérale	799	688	314	467
Administration provinciale	26 069	2 892	3 385	3 372
Autres effets à payer	233 461	251 491	219 358	255 664
Dette à long terme	6 344 765	6 782 730	7 098 822	7 349 377
Obligations détenues par	305 482	308 828	314 437	330 929
L'administration provinciale	182 623	152 647	153 077	156 572
Les entreprises publiques fédérales	122 859	156 181	161 360	174 357
Autres obligations payables	5 690 425	6 387 885	6 595 875	6 932 954
En monnaie canadienne	4 189 339	4 639 104	4 900 662r	5 191 767
En devises étrangères	1 501 086	1 748 781	1 695 213	1 741 187
Autres titres détenus par	348 858	86 017	188 510	85 494
L'administration fédérale	2 272	2 825	2 817	832
L'administration provinciale	3 887	3 738	-	-
Les administrations locales	39 748	25 207	27 270	13 745
Autres	302 951	54 247	158 423	70 917
Autres passifs	162 850	256 659	260 427	265 981
Total	**7 379 986**	**7 748 048**	**8 829 094r**	**8 443 447**
Total, Municipalités	5 900 528	6 154 854	6 337 010r	6 613 932
Total, Communautés urbaines et régionales	1 475 688	1 613 002	1 704 376	1 798 363
Total, Municipalités régionales de comté	7 299	6 871	10 303	10 225
Total, Régies intermunicipales	..	..	..	42 245
Total, Eliminations	3 519	26 679	22 595	21 318

Tableau 5
Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984

Source	Municipalités	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	Régies intermunicipales	Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
			'000 $				
Revenus de sources propres	**3 869 251**	**38 374**	**6 349**	**2 790**	**3 907 764**	**23 246**	**3 884 518**
Impôts	2 970 206	417	-	-	2 970 623	-	2 970 623
Impôts fonciers et impôts connexes	2 906 158	417	-	-	2 906 575	-	2 906 575
Taxes foncières générales	1 802 834	-	-	-	1 802 834	-	1 802 834
Taxes foncières particulières	547 285	-	-	-	547 285	-	547 285
Taxes d'affaires	358 051	-	-	-	358 051	-	358 051
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	98 984	417	-	-	99 401	-	99 401
Autres	99 004	-	-	-	99 004	-	99 004
Taxes sur les spectacles et les droits d'entrée dans les lieux de divertissement	23 535	-	-	-	23 535	-	23 535
Impôts divers	40 513	-	-	-	40 513	-	40 513
Vente de biens et services	634 374	14 421	4 939	2 462	656 196	9 728	646 468
À d'autres administrations publiques	2 939	8 232	2 863	269	14 303	9 728	4 575
À la collectivité	631 435	6 189	2 076	2 193	641 893	-	641 893
Revenus de placement	106 766	15 132	576	133	122 607	-	122 607
Autres revenus de sources propres	148 905	8 404	834	195	158 338	13 518	144 820
Transferts	**646 391**	**652 649**	**36 610**	**17 497**	**1 353 147**	**520 637**	**832 510**
À des fins générales	369 109	333 534	2 599	17 497	722 739	352 071	370 668
De l'administration fédérale	44 585	179	-	153	44 917	-	44 917
De l'administration provinciale	312 565	-	-	1 227	313 792	-	313 792
Des administrations locales	-	333 355	2 599	16 117	352 071	352 071	-
Des entreprises publiques fédérales	11 959	-	-	-	11 959	-	11 959
Autres	-	-	-	-	-	-	-
À des fins particulières	194 413	319 020	33 964	-	547 397	168 566	378 831
De l'administration fédérale	4 176	-	515	-	4 691	-	4 691
De l'administration provinciale	190 237	165 977	17 926	-	374 140	-	374 140
Des administrations locales	-	153 043	15 523	-	168 566	168 566	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Subventions de capital	82 869	95	47	-	83 011	-	83 011
Total	**4 306 642**	**691 022**	**42 959**	**20 287**	**5 260 910**	**543 882**	**4 717 028**

Tableau 6
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984

Fonction	Municipalités	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	Régies intermunicipales	Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
				'000 $			
Services généraux	822 347	118 319	25 812	1 781	968 259	4 179	964 080
Exécutif et législatif	36 066	3 458	3 825	64	43 413	81	43 332
Gestion	361 559	40 446	18 262	1 444	421 711	3 760	417 951
Contributions de l'employeur	249 809	71 195	-	-	321 004	-	321 004
Autres	174 913	3 220	3 725	273	182 131	338	181 793
Protection de la personne et de la propriété	453 302	208 320	-	3 577	665 199	4 336	660 863
Cours de justice	23 102	-	-	-	23 102	-	23 102
Police	226 256	208 320	-	3 157	437 733	3 820	433 913
Lutte contre les incendies	192 835	-	-	420	193 255	516	192 739
Autres	11 109	-	-	-	11 109	-	11 109
Transports et communications	909 865	41 467	822	115	952 269	145	952 124
Administration	132 864	-	-	-	132 864	-	132 864
Chemins et rues	363 575	187	24	-	363 786	-	363 786
Enlèvement de la neige	225 068	-	705	-	225 773	-	225 773
Circulation	30 488	-	-	-	30 488	-	30 488
Stationnement	5 886	-	-	-	5 886	-	5 886
Eclairage des rues	97 181	-	-	-	97 181	-	97 181
Transport en commun	42 852	40 600	-	115	83 567	-	83 567
Autres transports routiers	11 951	680	93	-	12 724	145	12 579
Santé	4 974	873	-	-	5 847	-	5 847
Bien-être	19 894	3 492	-	-	23 386	-	23 386
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	19 921	3 608	372	-	23 901	-	23 901
Environnement	559 352	72 223	2 194	4 882	638 651	11 904	626 747
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	311 809	3 299	-	3 341	318 449	4 061	314 388
Canalisation d'égouts et traitement des eaux-vannes	113 006	60 736	-	-	173 742	-	173 742
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	124 672	4 179	1 981	1 513	132 345	7 590	124 755
Contrôle de la pollution	-	2 415	-	-	2 415	-	2 415
Autres	9 865	1 594	213	28	11 700	253	11 447
Loisirs et culture	433 660	6 153	294	2 741	442 848	3 320	439 528
Loisirs	283 945	2 016	294	1 516	287 769	1 838	285 932
Culture	93 403	1 897	-	1 078	96 378	1 305	95 074
Autres	56 312	2 240	-	147	58 699	177	58 522
Logement	31 981	-	-	-	31 981	-	31 981
Planification et aménagement des régions	105 122	3 055	8 456	-	116 633	-	116 633
Urbanisme et zonage	45 184	1 745	188	-	47 117	-	47 117
Aménagement urbain et régional	36 520	330	8 268	-	45 118	-	45 118
Autres	23 418	980	-	-	24 398	-	24 398
Transferts	496 419	100 641	-	-	597 060	509 638	87 422
Aux administrations publiques locales	361 472	13 219	-	-	374 691	374 691	-
Aux entreprises publiques locales	134 947	87 422	-	-	222 369	134 947	87 422
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Service de la dette	641 204	192 524	605	5 008	839 341	260	839 081
Autres dépenses	189 347	38 544	3 092	162	211 145	1 980	209 185
Total	4 867 388	789 219	41 647	18 266	5 516 520	535 742	4 980 778

Tableau 7
Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la nature économique, par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984

Nature économique	Municipalités	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	Régies intermunicipales	Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
			'000 $				
Taxes indirectes	3 256 500	417	-	-	3 256 917	...	3 256 917
Transferts	509 816	652 669	36 649	17 497	1 216 631	520 676	695 955
Particuliers	90 086	20	-	-	90 106	...	90 106
Autres administrations publiques	419 730	652 649	36 649	17 497	1 126 525	520 676	605 849
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Revenus de placement	96 026	14 699	576	133	111 434	...	111 434
Autres revenus	51 385	9 413	795	195	61 788	13 478	48 310
Vente de biens et services	592 915	13 825	4 939	2 462	614 141	9 728	604 413
Total	4 506 642	691 022	42 959	20 287	5 260 910	543 882	4 717 028

Tableau 8
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales selon la nature économique, par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984

Nature économique	Municipalités	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	Régies intermunicipales	Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
			'000 $				
Biens et services	3 356 409	487 155	37 579	13 096	3 894 239	25 635	3 868 604
Biens de consommation courante et services	2 671 939	358 889	36 570	12 103	3 079 501	25 635	3 053 866
Formation brute de capital fixe	684 470	128 266	1 009	993	814 738	...	814 738
Transferts	1 162 177	295 448	605	4 763	1 462 993	509 898	953 095
Aux particuliers	-	2 283	...	...	2 283	...	2 283
Aux entreprises	177 799	87 422	...	...	265 221	134 947	130 274
Intérêts sur la dette publique	622 906	191 718	605	4 763	819 992	...	819 992
Autres	361 472	14 025	-	-	375 497	374 951	546
Autres dépenses	148 802	6 616	3 463	407	159 288	209	159 079
Total	4 667 388	789 219	41 647	18 266	5 516 520	535 742	4 980 778

Tableau 9
Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source et la nature économique, en milliers de dollars, Québec, 1984

Source	Nature économique						
	Taxes indirectes	Transferts courants des particuliers	Transferts d'autres niveaux d'administration publique	Revenus de placement	Autres revenus	Éliminations	Total des administrations publiques locales
	'000 $						
Revenus de sources propres	**3 030 256**	**90 106**	**39**	**111 434**	**675 929**	**23 246**	**3 884 518**
Impôts	2 970 623	...	...	...	...	...	2 970 623
Impôts fonciers et impôts connexes	2 906 575	...	...	...	...	...	2 906 575
Taxes foncières générales	1 802 834	...	...	...	...	...	1 802 834
Taxes foncières particulières	547 285	...	...	...	...	...	547 285
Taxes d'affaires	358 051	...	...	...	...	...	358 051
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	99 401	...	...	...	...	...	99 401
Autres	99 004	...	...	...	...	...	99 004
Taxes sur les spectacles et les droits d'entrée dans les lieux de divertissement	23 535	...	...	...	...	...	23 535
Impôts divers	40 513	...	...	...	...	...	40 513
Vente de biens et services	22 301	19 158	...	...	614 737	9 728	646 468
À d'autres administrations publiques	...	...	...	...	14 303	9 728	4 575
À la collectivité	22 301	19 158	...	...	600 434	...	641 893
Revenus de placement	...	...	...	111 434	11 173	...	122 607
Autres revenus de sources propres	37 332	70 948	39	...	50 019	13 518	144 820
Transferts	**226 661**	**...**	**1 126 486**	**...**	**...**	**520 637**	**832 510**
À des fins générales	226 661	...	496 078	...	...	352 071	370 668
De l'administration fédérale	-	...	44 917	...	...	...	44 917
De l'administration provinciale	214 702	...	99 090	...	...	...	313 792
Des administrations locales	-	...	352 071	...	...	352 071	-
Des entreprises publiques fédérales	11 959	...	...	...	...	...	11 959
Autres	-	...	...	...	...	...	-
À des fins particulières	...	...	547 397	...	...	168 566	378 831
De l'administration fédérale	...	...	4 691	...	...	...	4 691
De l'administration provinciale	...	...	374 140	...	...	...	374 140
Des administrations locales	...	...	168 566	...	...	168 566	-
Autres	...	...	...	...	...	...	-
Subventions de capital	...	...	83 011	...	...	...	83 011
Total	**3 256 917**	**90 106**	**1 126 525**	**111 434**	**675 929**	**543 882**	**4 717 028**

Tableau 10
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et selon la nature économique, en milliers de dollars, Québec, 1984

	Fonction	Nature économique					
		Biens et services	Formation brute de capital fixe	Transferts			
				Aux particuliers	Intérêts sur la dette publique	Aux entreprises	Autres
		'000 $					
1	Services généraux	887 174	42 190	...	...	...	...
2	Exécutif et législatif	43 408	5	...	...	...	...
3	Gestion	376 266	40 340	...	...	...	...
4	Contributions de l'employeur	321 004	...	...	...	...	...
5	Autres	146 496	1 845	...	...	...	...
6	Protection de la personne et de la propriété	643 166	14 791	...	...	...	...
7	Cours de justice	23 102	...	...	...	...	...
8	Police	427 370	7 375	...	...	...	...
9	Lutte contre les incendies	184 137	6 436	...	...	...	...
10	Services de réglementations	-	-	-	-	-	-
11	Autres	8 557	980	...	...	...	...
12	Transports et communications	620 727	259 119	...	...	42 852	...
13	Administration	109 153	17 777	...	...	...	...
14	Chemins et rues	170 869	187 834	...	...	...	...
15	Enlèvement de la neige	206 499	8 772	...	...	...	...
16	Eclairage des rues	91 127	1 949	...	...	...	...
17	Circulation	28 579	615	...	...	...	...
18	Stationnement	5 528	115	...	...	...	...
19	Transport en commun	106	40 609	...	...	42 852	...
20	Autres transports routiers	8 866	1 448	...	...	...	...
21	Santé	5 847	...	...	...	...	...
22	Bien-être	23 386	...	...	...	...	...
23	Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	22 823	842	...	...	...	...
24	Environnement	338 879	289 281	...	...	...	...
25	Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	150 115	162 839	...	...	...	...
26	Canalisations d'égouts et traitement des eaux-vannes	51 691	120 575	...	...	...	...
27	Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	126 475	3 744	...	...	...	...
28	Contrôle de la pollution	2 415	...	...	...	...	...
29	Autres	8 183	2 123	...	...	...	...
30	Loisirs et culture	391 472	41 646	1 893	...	...	...
31	Loisirs	283 077	3 016	...	...	...	...
32	Culture	52 173	37 690	1 893	...	...	...
33	Autres	56 222	940	...	...	...	...
34	Logement	31 981	...	...	...	...	...
35	Planification et aménagement des régions	113 066	2 339	...	...	...	...
36	Urbanisme et zonage	44 676	1 906	...	...	...	...
37	Aménagement urbain et régional	44 971	57	...	...	...	...
38	Autres	23 419	376	...	...	...	...
39	Transferts	...	...	...	...	222 369	374 691
40	Aux administrations publiques	...	...	...	...	...	374 691
41	Aux entreprises publiques locales	...	...	...	...	222 369	...
42	Autres	...	...	...	...	...	...
43	Service de la dette	...	...	...	819 992	...	806
44	Autres dépenses	981	164 530	390	...	...	...
	Total	3 079 581	814 738	2 283	819 992	285 221	375 497

Fonction	Nature économique		
	Autres dépenses	Eliminations	Total des administrations publiques locales
		'000 $	
1	38 895	4 179	964 080
2	...	81	43 332
3	5 105	3 760	417 951
4	...	...	321 004
5	33 790	338	181 793
6	7 242	4 336	660 863
7	-	-	23 102
8	2 988	3 820	433 913
9	2 682	516	192 739
10	-	-	-
11	1 572	-	11 109
12	29 571	145	952 124
13	5 934	-	132 864
14	5 083	-	363 786
15	10 502	-	225 773
16	4 105	-	97 181
17	1 294	-	30 488
18	243	-	5 886
19	...	...	83 567
20	2 410	145	12 579
21	...	...	5 847
22	...	...	23 386
23	236	-	23 901
24	10 491	11 904	626 747
25	5 495	4 061	314 388
26	1 476	-	173 742
27	2 126	7 590	124 755
28	...	-	2 415
29	1 394	253	11 447
30	7 837	3 320	439 528
31	1 677	1 838	285 932
32	4 623	1 305	95 074
33	1 537	177	58 522
34	...	...	31 981
35	1 228	...	116 633
36	535	...	47 117
37	90	...	45 118
38	603	...	24 398
39	...	509 638	87 422
40	...	374 691	-
41	...	134 947	87 422
42	...	...	...
43	18 544	260	839 081
44	45 244	1 960	209 185
	159 288	535 742	4 980 778

Tableau 11
Actif financier des administrations publiques locales par composante, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1984

Actif financier	Municipalités	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	Régies intermunicipales	Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
			'000 $				
Encaisse et dépôts	315 574	6 925	4 540	1 035	328 074	-	328 074
Encaisse	4 987	1 752	-	678	7 417	-	7 417
Dépôts dans les institutions financières	310 587	5 173	4 540	357	320 657	-	320 657
Effets à recevoir	444 734	23 819	4 757	1 266	474 576	20 890	453 686
Taxes	223 101	-	-	-	223 101	-	223 101
Des administrations publiques	114 165	145 573	4 459	882	134 079	20 890	113 189
Administration fédérale -	13 005	235	208	-	13 448	-	13 448
Compensations tenant lieu de taxes	10 779	-	-	-	10 779	-	10 779
Transferts	2 226	235	208	-	2 669	-	2 669
Administration provinciale	71 198	10 630	2 169	137	84 134	-	84 134
Compensations tenant lieu de taxes	29 235	-	-	-	29 235	-	29 235
Transferts	41 963	10 630	2 169	137	54 899	-	54 899
Administrations locales	29 962	3 708	2 082	745	36 497	20 980	15 607
Autres effets à recevoir	107 468	9 246	298	384	117 396	-	117 396
Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-
Placements	100 682	72 777	136	1 434	175 029	-	175 029
Hypothèques et contrats de vente	1 921	-	-	-	1 921	-	1 921
Autres actifs financiers	35 697	145	324	42	36 208	-	36 208
Total	898 608	103 666	9 757	3 777	1 015 808	20 890	994 918

Tableau 12
Passif des administrations publiques locales par composante, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1984

Passif	Municipalités	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	Régies intermunicipales	Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
				'000 $			
Emprunts auprès d'institutions financières	260 341	11 714	1 235	4 074	277 364	-	277 364
Emprunts auprès des banques à charte	256 472	9 695	1 227	4 074	271 468	-	271 468
Emprunts auprès d'autres institutions financières	3 869	2 019	8	-	5 896	-	5 896
Emprunts et avances	8 672	-	-	-	8 672	-	8 672
Des administrations publiques	8 672	-	-	-	8 672	-	8 672
Administration fédérale	7 663	-	-	-	7 663	-	7 663
Administration provinciale	1 009	-	-	-	1 009	-	1 009
Des entreprises publiques fédérales	-	-	-	-	-	-	-
Effet à payer	440 266	113 768	3 836	2 691	560 561	18 508	542 053
Comptes de nature commerciale	243 385	34 697	2 802	1 666	282 550	-	282 550
Aux administrations publiques	14 373	6 875	653	446	22 347	18 508	3 839
Administration fédérale	446	-	21	-	467	-	467
Administration provinciale	3 191	7	174	-	3 372	-	3 372
Administrations locales	10 736	6 868	458	446	18 508	18 508	-
Autres effets à payer	182 508	72 196	381	579	255 664	-	255 664
Dette à long terme	5 641 115	1 669 584	3 774	34 904	7 349 377	-	7 349 377
Obligations détenues par	288 102	42 827	-	-	330 929	-	330 929
L'administration provinciale	147 880	8 692	-	-	156 572	-	156 572
Les entreprises publiques fédérales	140 222	34 135	-	-	174 357	-	174 357
Autres obligations payables	5 272 990	1 626 757	2 464	30 743	6 932 954	-	6 932 954
En monnaie canadienne	4 403 840	754 720	2 464	30 743	5 191 767	-	5 191 767
En devises étrangères	869 150	872 037	-	-	1 741 187	-	1 741 187
Autres titres détenus par	80 023	-	1 310	4 161	85 494	-	85 494
L'administration fédérale	832	-	-	-	832	-	832
L'administration provinciale	-	-	-	-	-	-	-
Les administrations locales	13 745	-	-	-	13 745	-	13 745
Autres	65 446	-	1 310	4 161	70 917	-	70 917
Autres passifs	263 538	3 297	1 380	576	268 791	2 810	265 981
Total	6 613 932	1 798 363	10 225	42 245	8 464 765	21 318	8 443 447

Tableau 13
Dépenses en immobilisations des administrations publiques locales par fonction et par composante, Québec, 1984

Fonction	Municipalités	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	Régies intermunicipales	Administrations locales
			'000 $		
Services généraux	46 192	3 087	807	133	50 219
Protection de la personne et de la propriété	21 761	-	-	271	22 032
Transports et communications	247 894	40 787	1	9	288 691
Environnement	245 155	53 834	411	370	299 770
Planification et aménagement des régions	3 419	1	147	-	3 567
Loisirs et culture	49 270	-	5	208	49 483
Autres	152 798	30 557	538	2	183 895
Total	766 489	128 266	1 909	993	897 657

Tableau 14
Réconciliation des revenus généraux bruts des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984

Revenus	Municipalités	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	Régies intermunicipales	Total non consolidé
			'000 $		
Revenus courants selon les états financiers	**4 679 041**	**722 279**	**43 844**	**20 607**	**5 465 771**
Ajustements	(185 530)	(31 257)	(885)	(320)	(137 992)
Contributions de propres fonds	(2 134)	(2 589)	-	-	(4 723)
Recouvrements de propres fonds	(20 251)	-	(9)	...	(20 260)
Appropriation de surplus	(166 014)	(22 228)	(923)	(320)	(189 485)
Intérêts sur avances aux propres fonds	-	(6 535)	-	-	(6 535)
Subventions de capital	82 869	95	47	-	83 011
Éliminations	(66 868)	-	-	-	(66 868)
Services rendus à d'autres municipalités	(66 868)	-	-	-	(66 868)
Total	**4 506 642**	**691 022**	**42 959**	**20 287**	**5 280 910**

Tableau 15
Réconciliation des dépenses générales brutes des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984

Dépenses	Municipalités	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	Régies intermunicipales	Total non consolidé
			$'000		
Dépenses courantes selon les états financiers	**4 517 548**	**705 722**	**41 580**	**20 347**	**5 285 197**
Ajustements	**216 708**	**83 497**	**67**	**(2 081)**	**298 191**
Intérêts sur emprunts de propres fonds	-	(10 565)	-	-	(10 565)
Immobilisations à même les revenus	(152 751)	(3 675)	(1 318)	(993)	(158 737)
Contributions à d'autres fonds	(13 622)	(3 622)	(6)	-	(17 250)
Dépenses recouvrables d'autres fonds	(6 231)	(715)	-	-	(6 946)
Appropriation de déficit	(4 972)	-	(256)	(95)	(5 323)
Remboursement de capital	(372 206)	(26 192)	(262)	(1 986)	(400 646)
Dépenses en immobilisations	766 490	128 266	1 909	993	897 658
Éliminations	**(66 868)**	-	-	-	**(66 868)**
Services rendus par d'autres municipalités	(66 868)	-	-	-	(66 868)
Police	(2 422)	-	-	-	(2 422)
Protection contre l'incendie	(6 187)	-	-	-	(6 187)
Enlèvement de la neige	(547)	-	-	-	(547)
Aqueduc	(44 951)	-	-	-	(44 951)
Égouts	(555)	-	-	-	(555)
Enlèvement et destruction des ordures	(2 351)	-	-	-	(2 351)
Loisirs et culture	(2 081)	-	-	-	(2 081)
Service de la dette	(5 687)	-	-	-	(5 687)
Autres	(2 088)	-	-	-	(2 088)
Total	**4 667 388**	**789 219**	**41 647**	**18 266**	**5 516 520**

Tableau 16
Réconciliation de l'actif financier des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1984

Actif	Municipalités	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	Régies intermunicipales	Total non consolidé
			'000 $		
Actif total[1]	**20 124 659**	**4 567 830**	**28 095**	**100 285**	**24 820 869**
Ajustements	**(18 949 029)**	**(4 295 731)**	**(17 887)**	**(95 924)**	**(23 358 571)**
Stocks	(44 167)	(209)	(2)	(118)	(44 496)
Déficits accumulés	(12 497)	-	(280)	-	(12 777)
Dépenses des règlements d'emprunt en cours	(2 326 160)	(1 880 387)	(479)	(20 197)	(4 227 223)
Refinancement en cours	(54 747)	(592 412)	-	(49)	(647 208)
Actifs immobilisés	(10 649 326)	(149 763)	(13 352)	(40 656)	(10 853 097)
Actifs immobilisés sujets à revente	(75 066)	-	-	-	(75 066)
Mode de remboursement de l'état de la dette à long terme	(5 660 503)	(1 672 103)	(3 774)	(34 904)	(7 371 284)
Dépenses financées à long terme	(126 563)	-	-	-	(126 563)
Autres	-	(857)	-	-	(857)
Éliminations	**(277 022)**	**(168 433)**	**(451)**	**(584)**	**(446 490)**
Effets à recevoir	(231 540)	(166 955)	(174)	(468)	(399 137)
Du fonds d'administration	(16 822)	(935)	-	-	(17 757)
Du fonds des règlements d'emprunt	(214 527)	(50 218)	(174)	(468)	(265 387)
Du fonds de roulement	(191)	(115 802)	-	-	(115 993)
Découvert de banque	(45 482)	(1 478)	(277)	(116)	(47 353)
Autres actifs	-	-	-	-	-
Total	**898 608**	**103 666**	**9 757**	**3 777**	**1 015 808**

1. Sommation des actifs du fonds d'administration, du fonds des règlements d'emprunt, de l'état des actifs à long terme, du mode de remboursement de l'état de la dette à long terme et du fonds de roulement.

Tableau 17
Réconciliation du passif des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1984

Passif	Municipalités	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	Régies intermunicipales	Total non consolidé
			'000 $		
Passif total[1]	**20 124 683**	**4 567 830**	**28 094**	**100 286**	**24 820 873**
Ajustements	**(13 233 789)**	**(2 601 654)**	**(17 418)**	**(57 457)**	**(15 909 618)**
Financement permanent des règlements d'emprunt en cours	(1 938 746)	(1 784 424)	(63)	(15 994)	(3 739 227)
Soldes disponibles de règlements d'emprunt	(27 772)	(4 290)	(12)	(49)	(32 123)
Mode de financement de l'état des actifs à long terme	(10 751 903)	(149 763)	(13 352)	(40 687)	(10 955 705)
Capital du fonds de roulement	(159 174)	-	-	-	(159 174)
Capital du fonds d'amortissement	-	(2 494)	-	-	(2 494)
Fonds en fiducie	-	(17)	-	-	(17)
Surplus accumulés	(356 114)	(32 493)	(3 991)	(727)	(393 325)
Réserves	-	(543 938)	-	-	(543 938)
Autres	-	(83 615)	-	-	(83 615)
Éliminations	**(277 022)**	**(168 433)**	**(451)**	**(584)**	**(446 490)**
Effets à payer	(231 540)	(166 955)	(174)	(468)	(399 137)
Au fonds d'administration	(214 245)	(114 787)	(174)	(468)	(329 674)
Au fonds des règlements d'emprunt	-	(1 672)	-	-	(1 672)
Au fonds de roulement	(17 295)	(50 496)	-	-	(67 791)
Découvert de banque	(45 482)	(1 478)	(277)	(116)	(47 353)
Autres passifs	-	-	-	-	-
Total	**6 613 932**	**1 798 383**	**10 225**	**42 245**	**8 464 765**
Excédent de l'actif financier sur le passif (excédent du passif sur l'actif financier)	(5 715 324)	(1 684 697)	(468)	(38 468)	(7 448 957)

1. Sommation des passifs du fonds d'administration, du fonds des règlements d'emprunt, du mode de financement de l'état des actifs à long terme, de l'état de la dette à long terme et du fonds de roulement.

Annexe 1 - Notes méthodologiques

Plusieurs différences existent entre les pratiques comptables usuelles des administrations publiques locales et les concepts définis par le système statistique de gestion des finances publiques[1]. Aussi, afin de respecter les notions de revenus et dépenses généraux bruts, d'actif financier et de passif du système de référence, il faut ajuster les chiffres primaires (courants) contenus dans les rapports financiers des intervenants avant de pouvoir les consolider.

Ces ajustements ont pour objet d'assurer la présentation de données financières:

- ne résultant que des opérations se rapportant à l'exercice financier en cours,
- ne résultant que des opérations propres à chacun des fonds des intervenants,
- selon la notion de revenus et dépenses bruts par la prise en compte des dépenses en immobilisations et des subventions de capital correspondantes.

Ces procédures d'ajustement sont les suivantes:

- des revenus courants, il faut éliminer les surplus réalisés lors d'exercices financiers antérieurs et les recouvrements d'autres fonds. Pour calculer les revenus bruts, il faut ajouter les subventions de capital versées par d'autres niveaux d'administration publique;
- des dépenses courantes, il faut déduire celles générées des immobilisations financées à même les revenus, de l'appropriation des déficits des exercices financiers antérieurs, des remboursements de capital sur la dette à long terme et des dépenses recouvrables d'autres fonds. Pour calculer les dépenses brutes, il faut ajouter les dépenses en immobilisations.
- de l'actif, il faut déduire les actifs non financiers, les actifs non pertinents (règlements d'emprunts en cours, refinancements en cours, mode de remboursement de la dette à long terme) et les déficits accumulés;
- du passif, il faut déduire les montants affectés aux règlements d'emprunt en cours et les soldes disponibles sur règlement d'emprunt (ces emprunts figurant déjà à la dette à long terme), les passifs non pertinents (mode de financement des actifs à long terme), et les surplus et réserves.

Lorsque les données primaires sont ramenées sur la base du système de référence, il est alors possible de procéder à la consolidation des données.

Cette consolidation permet d'établir le plus fidèlement possible une mesure de l'ensemble des opérations des composantes des administrations publiques locales comme si elles faisaient partie d'un seul et même organisme. Pour ce faire, il faut éliminer les transactions entre les divers fonds ou composantes des intervenants pour éviter une double comptabilisation des données.

La consolidation des administrations publiques locales s'effectue à deux niveaux soit: 1 - consolidation au sein d'une même administration par l'élimination des transactions entre les fonds ou entre les intervenants; 2 - consolisation au sein des adminis-

1. Statistique Canada, Le système statistique de gestion des finances publiques, catalogue 68-507F, mars 1984, Ottawa.

trations publiques locales par l'élimination des transactions entre ses composantes.

Les ajustements, par contre, ne se font qu'à un seul niveau, soit à la première étape, lors de la consolidation au sein d'une même administration. En effet, une fois que les ajustements ont été faits au sein d'une même administration, il n'est pas nécessaire de procéder à des ajustements supplémentaires lors de la consolidation avec d'autres administrations puisque les données, à ce stade, sont déjà conformes au système de référence. Les tableaux 14 à 17 montrent ces ajustements ainsi que la consolidation de première étape effectuée sur les données primaires.

En théorie, lors de la consolidation des données, les éliminations du côté des revenus (de l'actif) et du côté des dépenses (du passif) devraient s'égaler. En pratique, cette égalité n'est pas toujours constatée, la principale raison étant que le niveau de désagrégation des données ne permet pas l'identification de toutes les transactions financières.

De façon générale, lors de la consolidation de deux intervenants, les montants identifiés comme revenus en provenance de l'autre intervenant (actif dû par l'autre intervenant) sont éliminés du côté des revenus (de l'actif). Les montants identifiés comme dépenses vers l'autre intervenant (passif dû à l'autre intervenant) sont éliminés du côté des dépenses (du passif). Cependant, si une transaction entre deux intervenants ne peut être vérifiée que dans les comptes d'un seul d'entre eux, nous supposons que l'autre a effectivement reçu (détient une créance) ou versé (doit) un montant équivalent. Lors de la consolidation, ce montant est éliminé à la fois du côté des revenus (de l'actif) et du côté des dépenses (du passif).

Ainsi, en 1984, afin d'éviter la double comptabilisation des revenus en provenance des transactions entre chacun des intervenants de notre univers, nous avons éliminé lors de la consolidation de deuxième étape un montant de 543,9 millions de dollars. Cette somme représente les "contributions" ou "répartitions" reçues des municipalités par les communautés urbaines et régionales (486,4 millions de dollars) et celles reçues par les municipalités régionales de comté (18,1 millions de dollars). Elle comprend également le montant des services rendus aux municipalités par les communautés urbaines et régionales (8,2 millions de dollars), par les municipalités régionales de comté (1,3 millions de dollars) et par les régies intermunicipales (16,4 millions de dollars). Enfin, un remboursement de la CUM à la ville de Montréal ainsi qu'un versement de la CUQ à certaines municipalités totalisant 13,5 millions de dollars complètent le montant éliminé du côté des revenus.

En contrepartie de ces éliminations du côté des revenus,nous avons déduit 535,7 millions de dollars du côté des dépenses.

Par ailleurs, lors de la consolidation du bilan des administrations locales, nous avons retranché des montants respectifs de 20,9 millions et 21,3 millions de dollars de l'actif financier et du passif. Ces données représentent les comptes à recevoir et à payer entre les administrations publiques locales. La différence entre les éliminations du côté de l'actif financier et du passif résulte du fait que les montants à recevoir et à payer sont différents dans les états financiers des administrations concernées.

Transactions relatives aux revenus et dépenses entre les administrations publiques locales, par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984

Administration versant le transfert	Administration bénéficiaire				
	Municipalités	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	Régies inter-municipales	Total
			'000 $		
Municipalités	...	494 630	19 388	16 386	530 404
Communautés urbaines et régionales	13 479	...	-	-	13 479
Municipalités régionales de comté	-	-	...	-	-
Régies inter-municipales	-	-	-	...	-
Total (côté revenus)	**13 479**	**494 630**	**19 388**	**16 386**	**543 883**
Total (côté dépenses)	**13 479**	**494 630**	**11 248**	**16 386**	**535 743**
Différence	**-**	**-**	**8 140**	**-**	**8 140**

Transactions relatives au bilan entre les administrations publiques locales, par composante, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1984

Administration devant le montant	Aministration détenant la créance				
	Municipalités	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	Régies inter-municipales	Total
			'000 $		
Municipalités	...	3 708	2 083	745	6 536
Communautés urbaines et régionales	13 159	...	-	-	13 159
Municipalités régionales de comté	478	-	...	-	478
Régies inter-municipales	717	-	-	...	717
Total (côté actif)	**14 354**	**3 708**	**2 083**	**745**	**20 890**
Total (côté passif)	**10 582**	**6 087**	**3 425**	**1 224**	**21 318**
Différence	**3 772**	**(2 379)**	**(1 342)**	**(479)**	**(428)**

Tableau 1
Revenus consolidés des entreprises publiques locales par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984

Revenus	Entreprises publiques de transport en commun	Réseau d'électricité	Total des entreprises publiques locales
		'000 $	
Vente de biens et services	241 383	105 332	346 715
Revenus de placement	6 825	58	6 883
Revenus locatifs	90	-	90
Transferts	213 336	5	213 341
De l'administration publique provinciale	213 336	-	213 336
Des administrations publiques locales	-	5	5
D'autres sources	-	-	-
Autres revenus	9 291	1 611	10 902
Total	470 925	107 006	577 931

Tableau 2
Dépenses consolidées des entreprises publiques locales par composante, en milliers de dollars, Québec, 1984

Dépenses	Entreprises publiques de transport en commun	Réseau d'électricité	Total des entreprises publiques locales
		'000 $	
Coûts des biens et services	530 593	83 434	614 027
Intérêts sur la dette	46 664	4 587	51 251
Provisions pour amortissement	14 710	1 606	16 316
Immobilisations à même les revenus	10 245	686	10 931
Autres dépenses	9 517	2 055	11 572
Total	611 729	92 368	704 097
Bénéfice net (+) ou perte nette (-)	(140 804)	14 638	(126 166)

Tableau 3
Opérations aux comptes des bénéfices non répartis des entreprises publiques locales par composante, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1984

	Entreprises publiques de transport en commun	Réseau d'électricité	Total des entreprises publiques locales
		'000 $	
Solde au début de l'année	-	1 721	1 721
Plus			
Bénéfice net (perte nette) pour l'année après provision pour impôts sur le revenu	(140 804)	14 638	(126 166)
Bénéfice net (perte nette) provenant de la vente ou de la disposition d'immobilisation	-	-	-
Recouvrements de perte			
De l'administration provinciale	14 482	-	14 482
Des administrations locales	127 551	-	127 551
Des entreprises publiques provinciales	-	-	-
Autres rajustements	-	-	-
Moins			
Bénéfices remis			
À l'administration provinciale	-	-	-
Aux administrations locales	-	10 161	10 161
Autres	-	1 278	1 278
Autres rajustements	-	-	-
Solde à la fin de l'année	1 229	4 920	6 149

Tableau 4
Actif consolidé des entreprises publiques locales par composante, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1984

Actif	Entreprises publiques de transport en commun	Réseau[1] d'électricité	Total des entreprises publiques locales
		'000 $	
Encaisse et dépôt	5 960	1 669	7 629
Encaisse	4 974	1 563	6 537
Dépôts dans les banques à charte	719	80	799
Dépôts dans d'autres institutions financières	267	26	293
Comptes à recevoir	144 788	18 696	163 484
Comptes clients (moins provisions pour créances douteuses)	2 724	12 069	14 793
Administrations publiques	133 864	6 541	140 405
Administration fédérale	1 163	-	1 163
Administration provinciale	118 380	-	118 380
Administrations locales	14 321	6 541	20 862
Autres	8 200	86	8 286
Revenus courus et frais payés d'avance	186	2	188
Stocks	15 972	1 697	17 669
Placements	4 271	-	4 271
Immobilisations moins amortissement accumulé	489 077	-	489 077
Immobilisations	490 131	-	490 131
Amortissement accumulé	(1 054)	-	(1 054)
Dépenses reportées	-	-	-
Escomptes sur obligations non amortis	-	-	-
Autres dépenses reportées	-	-	-
Autres actifs	27 269	-	27 269
Total	687 523	22 064	709 587

1. Le fonds des règlements d'emprunt, l'état des actifs à long terme et l'état de la dette à long terme du réseau d'électricité sont intégrés au fonds et états correspondants des municipalités.

Tableau 5
Passif et avoir net consolidés des entreprises publiques locales par composante, en milliers de dollars, Québec, au 31 décembre 1984

	Entreprises publiques de transport en commun	Réseau[1] d'électricité	Total des entreprises publiques locales
		'000 $	
Passif			
Découverts de banque	414	-	414
Effets à payer	90 722	12 206	102 928
Titres échus en circulation	57	-	57
Intérêts	3 547	-	3 547
Comptes-fournisseurs	63 383	7 635	71 018
Administrations publiques	14 930	4 280	19 210
Administration fédérale	13 232	-	13 232
Administration provinciale	-	115	115
Administrations locales	1 698	4 165	5 863
Autres	8 805	291	9 096
Dépenses courues et crédits reportés	6 042	744	6 786
Intérêts courus	248	-	248
Autres dépenses comptables	5 647	-	5 647
Produits reçus d'avance	147	744	891
Emprunts et avances	66 700	-	66 700
Des administrations publiques	-	-	-
Des banques à charte	64 529	-	64 529
D'autres institutions financières	-	-	-
Autres	2 171	-	2 171
Dette à long terme	245 357	-	245 357
Obligations détenues par	245 357	-	245 357
Les administrations publiques	-	-	-
Les entreprises publiques	-	-	-
La collectivité	245 357	-	245 357
Autres passifs	868	-	868
Cautionnement des entrepreneurs	230	-	230
Impôt sur le revenu	34	-	34
Autres	604	-	604
Total du passif	**410 103**	**12 950**	**423 053**
Avoir net			
Capital-actions détenu par	-	-	-
Administration provinciale	-	-	-
Entreprises publiques provinciales	-	-	-
Entreprises publiques locales	-	-	-
Autres	-	-	-
Excédent	17 617	9 115	26 732
Excédent non affecté	1 229	4 920	6 149
Excédent affecté	16 388	4 195	20 583
Eventualités et stabilisations des taux	-	-	-
Acquisition d'immobilisation	4 753	1 390	6 143
Assurances	365	-	365
Affectations au remboursement de la dette	7 660	-	7 660
Fonds d'amortissement	-	-	-
Autres	3 610	2 805	6 415
Capital immobilisé	259 803	-	259 803
Total de l'avoir net	**277 420**	**9 114**	**286 534**
Total du passif et de l'avoir net	**687 525**	**22 064**	**709 587**

1. Le fonds des règlements d'emprunt, l'état des actifs à long terme et l'état de la dette à long terme du réseau d'électricité sont intégrés au fonds et états correspondants des municipalités.

Annexe 3 - Univers du secteur public au Québec

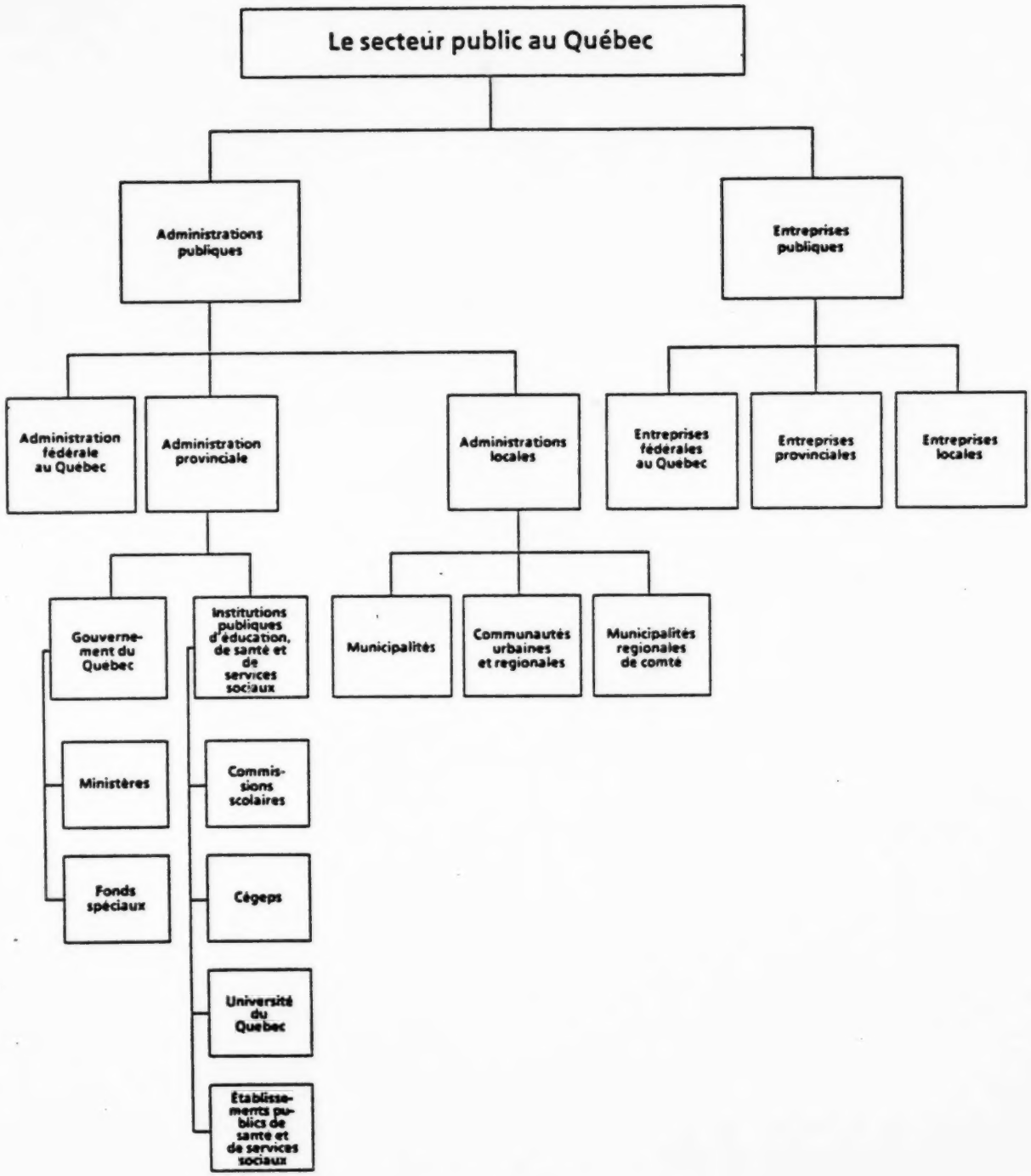
Au Québec, les organismes qui composent le secteur public se retrouvent à trois niveaux: fédéral, provincial et local. Le secteur public au Québec comprend donc les administrations publiques et les entreprises publiques des niveaux fédéral, provincial et local.

L'organigramme qui suit montre le secteur public au Québec. La présente publication englobe les opérations financières des administrations publiques locales, c'est-à-dire les municipalités, les communautés urbaines et régionales et les municipalités régionales de comté ainsi que celles des entreprises publiques locales, soit les commissions publiques de transport et les réseaux d'électricité des municipalités.

Les administrations locales sont des structures administratives autonomes qui exercent leur compétence sur une partie du territoire. Au Québec, les administrations publiques locales sont des structures décentralisées de l'administration publique provinciale.

Par ailleurs, le lecteur trouvera dans le document intitulé Univers du secteur public au Québec[1] une définition de ce secteur ainsi qu'une description globale de ses composantes.

1. Bureau de la statistique du Québec, Univers du secteur public au Québec, janvier 1986.



Direction des statistiques financières, Bureau de la statistique du Québec.

Changement d'adresse

S'il-vous-plaît, remplir le présent avis et le retourner à:

Bureau de la statistique du Québec
Centre de distribution
117, rue Saint-André, 3ème étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3

Nom: _____ **Numéro d'abonné:** _____
(numéro inscrit sur l'étiquette)

Ancienne adresse:

_____
_____
_____
_____
_____

Nouvelle adresse:

_____
_____
_____
_____
_____

F-227